

WEBINAIRE

L'OCÉAN

25 AVRIL 2023
14H00 - 17H00 (CET)

Évènement bilingue
(français / anglais) avec
interprétation simultanée

Inscription obligatoire
<https://cutt.ly/sM1zaQA>

Il s'agit du neuvième webinaire d'une série prévue tout au long de l'année 2023 pour célébrer le 150^{ème} anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré à l'océan. Il sera l'occasion d'appréhender les principaux facteurs de changement de l'océan entre aujourd'hui et 2050 et d'envisager les solutions potentielles, à la fois sous l'aspect réglementaire, de gouvernance océanique et de gestion.

Le Livre Blanc est disponible ici : <https://www.ilaparis2023.org/livres-blancs/les-occeans/>



Présidence : **Eden Charles**, Représentant permanent adjoint Trinidad et Tobago aux Nations Unies

Introduction : **Niki Aloupi**, Université Paris-Panthéon-Assas

et **Gabriele Goettsche-Wanli**, Ancienne Directrice de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer au Bureau des affaires juridiques des Nations Unies

Oratrices et Orateurs **Maxine Burkett**, Secrétaire adjoint pour les océans, les pêches et les affaires polaires

María Teresa Infante Caffi, Juge, TIDM

Elie Jamarche, Ancien Membre de la Commission juridique et technique, Autorité des Fonds marins

Vladimir Jares, Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU

Natalie Klein, Professeur à UNSW, Faculté de droit de Sydney

Sigrid Lüber, Fondateur et Président de OceanCare

Angelique Pouponneau, Conseil du Président de AOSIS

Pradeep A. Singh, Chercheur, Research Institute for Sustainability, Helmholtz Center Potsdman

Odo Tevi, Ambassadeur, Représentant permanent du Vanuatu aux Nations Unies

Dire Tladi, Professeur, Université de Pretoria, Président de la Commission du droit international

Présidence

M. Eden Charles est le représentant spécial du Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins pour l'Entreprise. Il est un consultant indépendant en droit international et maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université des West Indies, St Augustine, Trinité-et-Tobago.

Eden Charles est également président du conseil consultatif de One Ocean Hub UKRI. Ancien Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et représentant permanent adjoint de Trinité-et-Tobago auprès des Nations unies à New York, il a plus de vingt ans d'expertise et d'expérience dans les négociations bilatérales et multilatérales, le droit international public, le droit de la mer, le droit pénal international et la diplomatie multilatérale.



Introduction



Niki Aloupi est professeur de droit international public à l'Université Paris-Panthéon-Assas. Elle est directrice du Master Administration Internationale et codirectrice du Pôle Assas Études Environnementales. Auteur de nombreuses publications, elle enseigne notamment le droit international public, le droit des espaces internationaux et le droit d'asile. Elle dirige la rubrique trimestrielle « Jurisprudence internationale » de la RGDIP et la rubrique « Espaces internationaux » de l'AFRI. Elle est trésorière adjointe de la SFDI. Depuis 2011, elle occupe le poste de secrétaire-rédacteur de l'Institut de droit international. Depuis janvier 2023, elle est membre de la Commission juridique et technique de l'AIFM.

Gabriele Goettsche-Wanli est une experte internationale indépendante sur les questions liées à l'océan. Après plus de 32 ans de service, dont six ans comme directrice de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et trois ans comme directrice de la Section des traités, elle a pris sa retraite des Nations unies. La majeure partie de sa carrière a été consacrée à la fourniture d'une assistance pour la mise en œuvre de la CNUDM et de l'Accord des Nations unies sur les stocks de poissons, ainsi qu'au soutien de l'Assemblée générale, notamment la Conférence intergouvernementale sur BBNJ.



Oratrices et Orateurs



Maxine Burkett est secrétaire adjointe pour les océans, la pêche et les affaires polaires au Bureau des océans et des affaires internationales environnementales et scientifiques du Département d'État, où elle supervise l'adoption et la mise en œuvre de la politique américaine sur un large éventail de questions concernant les océans, l'Arctique, l'Antarctique et la conservation marine. Auparavant, elle a été conseillère principale auprès de l'envoyé présidentiel spécial pour le climat, John Kerry. Son portefeuille comprenait la sécurité climatique, les relations avec les nations insulaires et l'engagement des peuples autochtones. En tant que professeur de droit, elle a notamment enseigné aux facultés de la William S. Richardson School of Law de l'Université d'Hawaï et de Colorado Law.

María Teresa Infante Caffi est Professeur à l'Université du Chili (Faculté de droit et Institut d'études internationales dont elle a été directrice). Elle a enseigné dans diverses Universités et institutions (entre autres l'Académie diplomatique du Chili, l'Académie de droit international de La Haye ou le programme ITLOS-Nippon du TIDM). En outre, elle a travaillé en tant que directrice nationale pour les frontières et limites de l'État du Chili entre 1997 et 2014 et a été co-agent de son pays dans de nombreuses affaires devant la CIJ. Elle a été ambassadrice du Chili auprès du Royaume des Pays-Bas, représentante de son pays à l'Assemblée des États parties de la CPI et au Conseil de la CPA. Elle est l'ancienne Présidente de la Société chilienne de droit international et de la Société latino-américaine de droit international. Le Pr. Infante Caffi est membre de l'Institut de droit international et juge du TIDM depuis 2020.



Elie Jarmache a servi pendant 13 ans en tant que chargé de mission au Secrétariat général de la mer (dossiers plateau continental, recherche scientifique marine (RSM) et Zone des fonds marins) (2005-2018). Il a dirigé la délégation française aux travaux de la Commission des limites du plateau continental (CLPC) et fut membre de la Commission juridique et technique de l'Autorité internationale des fonds marins (2012-2022), ainsi que le président de l'organe consultatif d'experts sur le droit de la mer (ABE-LOS) de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (2001-2009). Il est membre du Conseil scientifique pour le droit de la mer (INDEMER/Monaco) et auteur de diverses publications sur le droit de la mer.

Vladimir Jares est le directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer (DOALOS), Bureau des affaires juridiques du Secrétariat des Nations Unies. Il fait partie du personnel de l'ONU depuis 1992 et a assumé diverses responsabilités en rapport avec les fonctions de la DOALOS au titre de la CNUDM et des mandats émanant de l'Assemblée générale, notamment en tant que secrétaire de la Commission des limites du plateau continental et, actuellement, en tant que secrétaire de la Conférence intergouvernementale sur BBNJ. Avant sa carrière de fonctionnaire international, il a travaillé dans les affaires extérieures de la Tchécoslovaquie.



Natalie Klein est professeur à la faculté de droit et de justice de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud Sydney, et une « Future fellow » du Conseil australien de la recherche. Elle est actuellement présidente de la branche australienne de l'Association de droit international et administratrice de l'organisation Human Rights at Sea. Les recherches du professeur Klein portent sur le droit de la mer et le règlement des différends internationaux. Ses publications récentes comprennent *Judging the Law of the Sea* (OUP, 2022), et la direction de l'ouvrage *Unconventional Lawmaking in the Law of the Sea* (OUP, 2022).

Sigrid Lüber a fondé OceanCare en 1989 dans le but d'influencer la politique internationale en matière de vie marine. Grâce à sa détermination et à sa passion, la voix d'OceanCare se fait entendre depuis plus de trois décennies dans divers forums intergouvernementaux, ce qui s'est notamment traduit par de nombreuses interventions réussies sur la politique et les processus océaniques internationaux. Grâce à sa conscience visionnaire des menaces environnementales émergentes (telles que le bruit sous-marin et la consommation de viande de baleine) et à son attachement à un processus démocratique équitable (vis-à-vis de la non-conformité à la Commission Baleinière Internationale, de l'achat de votes et de la participation de la société civile), elle a contribué à inscrire des questions essentielles à l'ordre du jour mondial et à faire en sorte que les mécanismes de conformité nécessaires soient mis en place pour contrôler la mise en œuvre des résolutions internationales.



Angelique Pouponneau est une avocate (auprès des barreaux des Seychelles et du Royaume-Uni), diplômée d'un LLM en droit de l'environnement et spécialisée sur les questions du droit de la mer et des ressources naturelles. Elle est conseillère auprès du président de l'Alliance des petits États insulaires sur les questions relatives aux océans et au climat. Elle a précédemment occupé le poste de directrice générale du Trust pour la conservation et l'adaptation au climat des Seychelles. Le « New African Magazine » l'a reconnue comme l'une des 100 Africains les plus influents en 2021. Angelique a travaillé dans différents pays des Caraïbes, du Pacifique et de l'Océan Indien sur un large éventail de projets liés à la pêche durable, et à la gestion durable de la biodiversité marine dans les zones relevant de la juridiction nationale et au-delà. Elle siège au conseil consultatif de la Décennie des Nations unies pour l'océan et est membre du conseil d'administration de la « Marine Biological Association ».

Pradeep Singh est membre du « Research Institute for Sustainability, Helmholtz-Centre Potsdam » (RIFS, anciennement IASS). Il est vice-président du groupe de spécialistes du droit de l’océan de la Commission mondiale du droit de l’environnement de l’UICN et chef du groupe thématique sur l’exploitation minière des grands fonds marins de la Commission de gestion des écosystèmes. Il assiste régulièrement aux négociations multilatérales sur l’océan et donne des conseils sur l’exploitation minière des grands fonds marins et la conservation de la biodiversité marine au-delà de la juridiction nationale. Il est titulaire d’un LL.M. de la Harvard Law School, d’un LL.M. en droit de l’environnement mondial et du changement climatique de l’Université d’Édimbourg et d’un LL.B (avec mention First Class Honors) de l’Université de Malaya.



Odo Tevi est le représentant permanent/ambassadeur du Vanuatu auprès des Nations unies, à New York depuis juin 2014. En parallèle, il occupe également le poste d’ambassadeur du Vanuatu aux États-Unis.

En dehors de ses fonctions d’ambassadeur, Odo Tevi est actuellement l’envoyé spécial de Vanuatu pour le changement climatique et son objectif principal est de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur le changement climatique. De 2003 à 2013, M. Tevi a été gouverneur de la Banque de réserve du Vanuatu.

Dire Tladi est professeur de droit international à l’Université de Pretoria et titulaire de la chaire de recherche sud-africaine de la National Research Foundation en droit constitutionnel international. Il est l’auteur de plus de 100 publications universitaires. Il est membre de la CDI des Nations unies, dont il est le président actuel (2022), et a été son rapporteur spécial sur les normes impératives. Il est membre de l’Institut de droit international et a été deux fois boursier Fulbright. Il était auparavant avocat au ministère sud-africain des Affaires étrangères et conseiller juridique de sa mission permanente auprès des Nations unies à New York. Il a comparu en tant que conseil devant la Chambre préliminaire et la Chambre d’appel de la CPI. Il a ensuite été conseiller du ministre des Affaires étrangères de 2014 à 2018. Il est également l’auteur d’ouvrages de fiction.

